NOTRE ORIENTATION POLITIQUE

Dix ans après la crise des « subprimes » qui a frappé de plein fouet le capitalisme mondialisé, le monde est confronté à de multiples défis. La domination financière n'a cessé de se répandre et asphyxie les économies et les peuples. Les conséquences de la crise écologique se manifestent quotidiennement : sécheresses, inondations, problèmes sanitaires et alimentaires… Les rivalités entre États et les logiques de puissance attisent le risque de conflit. Trump et Poutine multiplient les postures guerrières. Ces dernières années, la France a accru ses interventions militaires en particulier en Afrique sub-saharienne. Le Moyen-Orient est le théâtre de révolutions et de guerres, de tensions géopolitiques aggravées.

La nécessité d'une alternative à ce monde brutal est plus que jamais posée. Celle-ci doit conjuguer la nécessaire utopie d'une alternative globale et l'expérience immédiate, concrète, pour les millions d'hommes et de femmes concernés des ruptures engagées pour construire une autre société. C'est à travers les expériences de mise en œuvre de politiques alternatives tentées par des gouvernements portés par les mobilisations populaires que la possibilité d'une alternative progresse. Depuis le début des années 2000, les expériences de gouvernements de gauche en Amérique Latine, malgré les limites les difficultés qu'elles rencontrent, ont ouvert à nouveau le débat sur le « socialisme au 21ème siècle ». En 2015, Syriza en Grèce a posé la question d'une alternative au cœur de l'Union Européenne, même si cette expérience n'a pas aboutie.

En France, la séquence électorale de 2017 a marqué une recomposition du paysage politique qui est loin d'être achevée. Dans un contexte d'accumulation de revers sociaux, dans la prolongation du profond et tenace mouvement contre la loi travail de 2016 comprenant des formes inédites de contestation, d'importants secteurs du salariat et de la jeunesse ont investi le terrain électoral.

J.L. Mélenchon, en bénéficiant de son opposition claire et constante à la politique de F.Hollande, d'une compréhension des demandes de nouvelles formes politiques notamment dans la jeunesse, a permis d'être l'expression de masse d'une opposition de gauche. Cela a permis à la France Insoumise, avec le soutien d'E ! et du PCF, d'acquérir une place centrale par le score et la dynamique de campagne à la présidentielle et par le nombre de candidats présents au second tour des législatives et l'élection d'un groupe parlementaire F.I. Cette situation pose des défis majeurs aux forces de la gauche alternative. Jean Luc Mélenchon et tous ceux qui ont soutenu sa candidature, portent la responsabilité de construire une issue politique nouvelle à la hauteur des espoirs qu'ils ont soulevé.

Les années Hollande ont accéléré la crise ouverte au sein du PS, confirmant le rejet du libéralisme de gauche. Le PCF connaît toujours un déclin, même s'il profite un peu de l'affaiblissement du PS durant les législatives et maintient un groupe parlementaire. La crise de direction et de stratégie en termes d'alliance d'EELV amène ce parti à reculer nettement. L'illisibilité de la stratégie de Hamon, son incapacité durant la campagne à se détacher de l'appareil du PS et du gouvernement ne lui permette pas d'être l'axe autour duquel portera le renouveau d'une gauche française en profonde restructuration.

Ces évolutions modifient en profondeur les rapports de force à gauche, accélèrent la crise du PS et du social-libéralisme qui ont dominé la gauche, font voler en éclats l'écologie

politique monopolisé par EELV. Elles signifient une remobilisation à gauche et la mise en mouvement de jeunes et de primo arrivants en politique.

La polarisation politique de la période électorale a été marquée par l'émergence d'un bloc central rassemblant libéraux de gauche et de droite. L'extrême droite possède toujours un dévastateur potentiel de conquête, même si il a été freiné dans la dernière séquence électorale. La victoire de Macron est sans appel sur le plan institutionnel mais beaucoup plus fragile au regard de la base sociale étroite de ses soutiens. En s'appuyant sur les institutions de la Vème République et l'hyper présidentialisme, Emmanuel Macron a réussi à donner une nouvelle force à l'hégémonie libérale. Mais cette situation est particulièrement instable et la crise est loin d'être finie. Le pouvoir « jupitérien » souffre de plusieurs faiblesses : il a été élu « contre Marine Le Pen », ce qui a affaibli sa légitimité ; la forte abstention aux législatives témoigne de la persistance de la crise démocratique ; sa popularité s'est rapidement détériorée à l'été 2017. Surtout Macron est porteur d'une vision de la société qui assume ouvertement la concurrence et la violence entre « ceux qui réussissent » et « ceux qui ne sont rien » à l'opposé des aspirations à l'égalité et à la solidarité.

Un grand nombre d'hommes et de femmes se sentent réduits à l'impuissance par les anciennes recettes syndicales et/ou politiques. Certains se découragent, d'autres libèrent au contraire une plus grande disponibilité pour chercher ce qui pourrait innover en matière d'efficacité.

Pour arrêter Macron, l'offensive libérale qu'il incarne, nous avons besoin d'une analyse de ce qu'est le « macronisme » et ses spécificités par rapport aux formes antérieures de domination politique. Dix ans après la crise financière de 2008, une grande partie de la bourgeoisie et de la haute fonction publique actrice du néo-libéralisme s'est reclassée autour d'Emmanuel Macron pour la destruction assumée et programmée de l'État social issu des luttes et du compromis fordiste. Le pouvoir semble échapper à la crise de la représentation en menant sa politique avec sa cohérence : comment construit-il son hégémonie ? Quelles sont ses contradictions, ses faiblesses ?

Faute de réponses nous nous ne pouvons pas contribuer à construire une issue à ce qui apparaît comme un mur face aux initiatives : en effet les luttes continuent, éparpillées, sur tous les terrains. Et rendre ceci visible, c'est contribuer à faire grandir l'espoir, un autre monde est possible, c'est affirmer la volonté de faire émerger ces alternatives. Mais la crise politique perdure et s'aggrave quand les luttes n'initient pas le débat sur les questions stratégiques fondamentales : quelles révolutions aujourd'hui ? Comment renouveler la politique et comment contribuer à en permettre l'appropriation par les exploités ? Quelles bases pour une autre société ?

C'est notre capacité à articuler la construction de fronts sociaux larges et unitaire et la mise en place d'une alternative politique à dynamique anti capitaliste qui nous permettra de refouler davantage la menace du FN et de dessiner une alternative au néo-libéralisme.

Une des questions clés aujourd'hui est la possibilité d'une majorité alternative à celle du président Macron et de ses alliés. Le calendrier politique peut être bousculé si un mouvement social « Tous ensemble » met en crise le système Macron, et pose la question d'une nouvelle majorité bien avant 2022. Pour être en mesure de répondre aux attentes populaires et empêcher l'aggravation des conditions de vie et de travail, il faut que les forces qui peuvent former cette alternative se mettent « Tous Ensemble » : à l'Assemblée Nationale avec les groupes FI et PCF avec tous les autres députés de gauche prêts à cela, dans la recherche d'initiatives de convergences politiques communes en écho aux

mobilisations sociales, jusqu'à la mise sur pieds d'assemblées citoyennes dans les localités et les entreprises.

En juin 2017, Jean-Luc Mélenchon a avancé, à juste titre, la perspective d'un nouveau Front Populaire rassemblant associations, syndicats, partis de gauche, chacun dans sa spécificité, pour construire une alternative. À partir d'initiatives locales et nationales quand des « campagnes » d'action communes seront mises en œuvre sur une question politique d'actualité, il s'agira de créer des espaces d'action et de débats conciliant la volonté d'agir au quotidien, de développer des réseaux de solidarités, d'agir avec les forces sociales, les mouvances citoyennes et sociales.

Les termes de la recomposition de la gauche sont modifiés. Elle ne pourra se faire autour d'un PS même relooké dans une opposition molle et perdant son hégémonie. Une alternative globale ne pourra se développer qu'en construisant des fronts d'opposition larges et unitaires à la politique de Macron, tant sur le plan social, antiraciste, féministe que démocratique et écologique, en articulant la contestation portée par les mouvements sociaux à une expression politique d'opposition de gauche en capacité de poser la question du pouvoir, rôle que France insoumise est en situation de pouvoir jouer. Toutefois, sans un mouvement social fort capable d'organiser largement les salarié-es, les précaires et les chômeurs pour remporter des victoires sociales, il n'y aura pas de victoires politiques durables.

Les voies de la reconquête d'une hégémonie sont multiples. Elles impliquent l'animation d'un mouvement populaire auto-organisé, la construction de fronts unitaires larges dans les luttes avec les syndicats, associations et collectifs, des victoires sociales, des scores et prises de positions électorales, des initiatives, le développement d'expérimentations autogestionnaires, et une bataille d'idées qui sera nécessairement plurielle.

Les mobilisations contre les lois Macron, que ce soit les manifestations syndicales, ou la marche du 23 novembre initiée par la France Insoumise, constituent des premières étapes contre le pouvoir en place. La convergence des forces associatives, syndicales et politiques, en respectant l'autonomie de chacun est un enjeu essentiel pour rassembler toutes les forces disponibles. Cela doit se faire sans prétention hégémonique ni subordination des uns aux autres mais par la multiplication des échanges et des initiatives construites en commun à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

Portés par les aspirations majoritaires des peuples à plus de démocratie, de justice sociale et de préservation de l'environnement, les forces de la gauche alternative peuvent se retrouver en situation de gouverner, de se confronter aux intérêts et aux privilèges des classes dirigeantes pour changer réellement les choses. En Angleterre, le Labour dirigé par Jeremy Corbyn, et Podemos en Espagne contestent le pouvoir aux partis traditionnels. En France, au 1er tour de l'élection présidentielle, la candidature de Jean Luc Mélenchon a été perçue par des millions de gens comme une alternative crédible. Cette situation pose des défis majeurs aux forces de la gauche alternative.

Dans ce nouveau paysage politique, la nécessité d'une organisation politique anticapitaliste, internationaliste, indépendante ne se complaisant pas dans la marginalité reste impérieuse. L'enjeu est de redéfinir la fonction d'Ensemble dans cette nouvelle période.

Pour éviter l'élaboration en chambre, Ensemble se doit d'intervenir dans les pratiques sociales collectives, dans des actions pour changer la vie des classes dominées. Mettre à la portée de tou-te-s l'articulation entre combats quotidiens et élaboration d'une alternative au capitalisme participe directement à l'évolution du rapport de forces.

Il nous faut aujourd'hui construire un projet pour une organisation ayant la volonté de rassembler et de fédérer, pour prendre sa place et travailler à la réinvention d'une gauche de transformation sociale et écologique

La reconstruction d'une « vision du monde » différente du capitalisme passe par de reconstruction idéologique et culturelle : il va nous falloir du temps... et qui s'engage sur la base de ce qui est « déjà là ». Les voies d'une reconquête de l'hégémonie sont multiples. Elles impliquent l'animation d'un mouvement populaire auto-organisé.

Ensemble ! a fait du commun avec des histoires, des pratiques différentes avec la démarche des « matériaux pour l'émancipation ». Nous devons continuer ce travail en déterminant les formes qui permettent d'ouvrir un chantier collectif d'élaboration stratégique et idéologique.

Le caractère de plus en plus composite des exploités conduit à affronter le capitalisme comme système et lier ces revendications aux enjeux de société.. Par exemple, comment retrouver ces couches de salariés aujourd'hui en dehors du champ de l'action collective ? Cette interrogation traverse toutes les organisations politiques syndicales et associatives et permet un autour des stratégies.

Ensemble a été traversé par un débat important à l'automne 2017 sur les moyens d'avancer aujourd'hui vers la construction d'une nouvelle force. Cela s'est traduit par des choix différents d'investissement militants. Au-delà de la question de la nouvelle force à construire, ce sont les débats sur le type de mouvement que nous voulons, la stratégie de transformation sociale que nous défendons, les convergences à construire, qu'il faut reprendre. Ils doivent se développer dans les prochains mois, notamment en vue d'une prochaine Assemblée Générale d'Ensemble qui se tiendra à l'automne 2018.